

CONTRAT DE SERVICE N°01/KIAMA/DG/DAAF/SCC 2022  
RELATIF AU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES AUDITEURS EN SÉCURITÉ DES SYSTÈMES D'INFORMATION EN VUE DU PASSAGE DE  
L'EXAMEN DE CERTIFICATION CEH V11

**OBJET DU CONTRAT :** RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES AUDITEURS EN SÉCURITÉ DES SYSTÈMES D'INFORMATION EN VUE DU PASSAGE DE L'EXAMEN DE CERTIFICATION CEH V11

**DURÉE DU CONTRAT :** Trois (03) mois

Le présent contrat est conclu entre KIAMA SA, BP : 15709 Yaoundé, Tel : (+237) 696 81 25 15 / 682 20 26 75, Fixe : (+237) 222 20 90 43, N°RCCM : RC/YAO/2016/B/224, N° CONTRIBUTUABLE : M031612491838P Représenté par son Directeur, Monsieur MOLE HAMMA Fidel. Ci-après dénommée « LA SOCIÉTÉ » d'une part,

Et

Mr ABDOU Patrick Christian, titulaire du récépissé N° 1017603665 délivrée le 19/11/2019  
Tel : 681 498 939 Ci-après dénommée « CONSULTANT » d'autre part.

ATTENDU QUE LA SOCIÉTÉ souhaite que LE CONSULTANT fournisse les services visés ci-après

Et

ATTENDU QUE LE CONSULTANT accepte fournir lesdits services

PAR CES MOTIFS, LES PARTIES AU CONTRAT sont convenues de ce qui suit :

**I. OBJET DU CONTRAT :**

Le présent contrat de service a pour objet l'apport en expertise comme CONSULTANT : renforcement des capacités des auditeurs en sécurité des systèmes d'information en vue du passage de l'examen de certification CEH V11

**OBLIGATIONS DE KIAMA SA**

KIAMA SA a pour obligations de :

- Payer tous les honoraires du consultant après transmission du procès-verbal.

**II. OBLIGATIONS DU CONSULTANT :**

LE CONSULTANT a pour obligations suivantes :

- Dispenser les connaissances théoriques ;
- Organiser les séances pratiques et travaux dirigés ;
- Coacher les apprenants pour les préparer à la certification préparée ;
- Évaluer les compétences et connaissances acquises.

**III. COUT DE LA PRESTATION ET MODALITES DE PAIEMENT :**

Le montant total de la prestation s'élève à la somme de CINQ CENT MILLE (500 000) FCFA répartie ainsi qu'il suit :

- 50% avant la formation ;
- 50% à la fin de la formation.

Le présent contrat est conclu pour une durée de trois (03) mois maximum à compter de la date de signature dudit contrat. Il cesse de plein droit au terme de la réception définitive par le comité de recette technique.

**IV. OBLIGATION DE RESERVE :**

LE CONSULTANT considérera comme strictement confidentiel, et s'interdit de divulguer, toute information, documents, données ou concepts, dont il pourra avoir connaissance à l'occasion du présent contrat. Toutefois, LE CONSULTANT, ne saurait être tenu pour responsable d'aucune divulgation si les éléments divulgués étaient dans le domaine public à la date de la divulgation, ou s'il en avait connaissance, ou les obtenait de tiers par des Moyens légitimes.

**V. PROPRIÉTÉ DES DOCUMENTS ET DROITS**

LA SOCIÉTÉ accepte que LE CONSULTANT puisse faire figurer parmi ses références les travaux accomplis dans le cadre du présent contrat.

**VI. RÈGLEMENT DES LITIGES :**

Une solution à l'amiable devra être recherchée par les parties pour tout différend relatif à l'interprétation et à l'exécution du présent contrat. A défaut, le Tribunal de Première Instance de Yaoundé est compétent pour régler tout litige né entre les deux parties signataires.

**VII. DISPOSITIONS DIVERSES :**

Le présent contrat ne crée entre les parties aucun lien de subordination, LE CONSULTANT demeurant libre et responsable du contenu de ses prestations.

Fait à Yaoundé, le 24/08/2022

LE CONSULTANT  
(Précédé de la mention  
"lu et approuvé")

*(lu et approuvé)*



Pour LA SOCIÉTÉ,  
(Précédé de la mention  
"lu et approuvé")

*Fidel M. M.*